

PROMESSES ET DÉFIS

du secteur alimentaire informel dans les pays en développement

Promesses et défis du secteur alimentaire informel dans les pays en développement

Publication de la Division des infrastructures rurales et des agro-industries du Département de l'agriculture et de la protection des consommateurs de la FAO

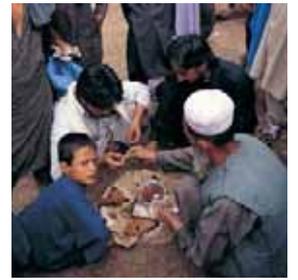
En collaboration avec le Département de l'économie agraire et d'ingénierie (Université de Bologne, Italie) et le Département de sociologie et d'anthropologie (Université d'Ottawa, Canada)

Rédigé par **Scott Simon**, Université d'Ottawa, Canada

Photos d'**Olivio Argenti**

Photo de couverture: Pakistan, Lahore: commerçants achetant leur repas





PROMESSES ET DÉFIS

**du secteur alimentaire informel
dans les pays en développement**

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

ISBN 978-92-5-205715-4

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au:
Chef de la Sous-division des politiques et de l'appui en matière
de publications électroniques
Division de la communication, FAO
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie
ou, par courrier électronique, à:
copyright@fao.org

© FAO 2009

Sommaire



page 2	Pourquoi s'intéresser au secteur alimentaire informel?	
	Définition du secteur informel	3
	Obstacles et contraintes	5
	Comprendre le rôle social et économique du secteur alimentaire informel	6
	Offrir un statut au secteur alimentaire informel: antécédents et contexte	7
page 10	Aspects économiques du secteur alimentaire informel	
	Les vendeurs de rue, une activité qui pose de nombreux défis à relever	11
	Les vendeurs sur les marchés	11
	La petite restauration à domicile	12
	L'agriculture urbaine	13
	Approvisionnement et distribution des aliments: les possibilités de progrès	14
	Considérations sur les implications économiques et leurs significations	14
page 16	Les ramifications sociales du secteur alimentaire informel	
	Problèmes de santé et d'hygiène pour les consommateurs	17
	Qui fait bouillir la marmite? Questions de genre	18
	Qui contribue au secteur? Les enfants dans le secteur alimentaire informel	18
	Les aliments vendus dans la rue sont-ils nutritifs?	19
	Salubrité et sécurité des lieux de travail pour les vendeurs	20
	D'où proviennent les aliments du secteur alimentaire informel?	20
	Groupes ethniques du secteur alimentaire informel	21
page 23	Faire que tous puissent tirer des bénéfices du secteur alimentaire informel	
	Présentation de différentes réussites	24
	Considérations en matière d'investissement et participation des ONG	24
	Les associations de vendeurs sur les marchés	26
	Créer des associations de vendeurs de rue	26
page 28	Changer les mentalités pour aller de l'avant: les politiques de soutien	
page 30	Références bibliographiques	
page 33	Liste des tableaux, graphiques et cartes	
page 33	Acronymes	
page 34	Légendes des photos	

Remerciements

L'auteur remercie Maurizio Aragrande, José Aranguren, Olivio Argenti, Catherine Chudzia, Gina Kennedy, Shiunn-Der Kuo, Gianluca Macchi, Guy Nantel, Gisèle Yasmeen et les personnes de la FAO qui ont révisé cette étude pour leur assistance dans la rédaction de ce document. Tous nos remerciements également à l'ensemble des participants de la Conférence électronique de la FAO/Université de Bologne organisée en mai 2006, en particulier à Emanuele Cassarino, Roghaya Dièye, Roberto Gotti, Gaster K. Kiyingi, Alexandra Lewin, Gianluca Macchi, Candida Nanni, Michèle B. Paultre, Verena Raschke, Anselmo Javier Salvatierra Isaba, José Sánchez Narvaez, Peter Steele et Gisèle Yasmeen.



Il existe un secteur alimentaire informel dans tous les pays du monde. Celui-ci ne pourra que continuer à s'étendre, que cela soit de manière illégale ou en dépit de la répression de l'Etat. Ce secteur offre une autonomie et des revenus à un large éventail de familles qui souffrent de difficultés financières. Il est donc peu probable qu'il puisse disparaître. De nombreux consommateurs parmi lesquels les populations urbaines pauvres, les employés de bureau et les touristes, l'apprécient et considèrent comme pratique la possibilité d'acheter des aliments aux vendeurs informels. Les autorités, en particulier locales, doivent considérer les agents informels comme des partenaires dans les initiatives de développement local. Elles doivent développer des politiques et des programmes de mise en œuvre afin de créer les conditions adéquates pour les activités du secteur et être plus efficaces de même elles doivent tout faire pour minimiser les risques pour les consommateurs.

Pourquoi s'intéresser au secteur alimentaire informel?

Dans tous les pays du monde, les pauvres savent très bien satisfaire leurs propres besoins et survivre dans des conditions économiques difficiles. Une de leurs principales stratégies de survie est ce que les spécialistes du développement appellent « le secteur alimentaire informel » ou SAI. Leurs activités les plus visibles sont la production d'aliments (urbaine, péri-urbaine et rurale), la transformation, la restauration, le transport et la vente au détail de produits frais ou préparés (par ex. vendeurs ambulants de nourriture). Le SAI peut contribuer à la sécurité alimentaire en fournissant aux consommateurs pauvres des produits alimentaires en petite quantité à des prix abordables et dans des endroits pratiques; en fournissant des emplois et des revenus aux foyers pauvres; et en apportant de la nourriture aux districts urbains marginaux les plus éloignés du centre ville et des marchés secondaires organisés. Ces activités existent dans les zones urbaines, péri-urbaines et rurales, bien que leur importance relative en termes d'approvisionnement et de distribution alimentaires, ou d'emploi local, varie d'un district municipal à l'autre (Tableau 1).



Les tendances mondiales montrent que la croissance du SAI est liée à l'urbanisation rapide (Figure 1) et à l'absence d'infrastructure dans les nouveaux quartiers de villes qui se développent rapidement. Les populations rurales du monde entier se déplacent vers les villes à la recherche d'un nouveau travail, s'installant souvent dans des bidonvilles qui ne possèdent pas ou très peu de marchés alimentaires. Parfois, elles émigrent aussi car elles sont chassées de leurs terres. En Inde et en Chine, par exemple, des millions de ruraux ont perdu, à cause de projets hydroélectriques ou miniers, leurs terres agricoles et leurs moyens de subsistance et ont été obligées de migrer vers d'autres régions. Les guerres et les conflits ont également créé des réfugiés et des personnes déplacées dans leur propre pays qui utilisent ce secteur comme source d'emploi et de nourriture bon marché (Bouta, Frerks et Bannon, 2005). Dans tous ces cas, ceux qui étaient précédemment des agriculteurs ont dû abandonner l'agriculture et partir à la recherche de nouveaux emplois. Les foyers urbains, dans l'impossibilité de consommer leur propre production alimentaire, dépensent 30% de plus que leurs homologues ruraux pour leur nourriture. Les ménages urbains à faible revenu dépensent de 60 à 80% de leur revenu pour l'alimentation (Aragrande et Argenti, 2001: 2). Le secteur informel est l'option la plus abordable pour ces personnes, vu qu'il fournit à la fois des revenus aux vendeurs et une nourriture bon marché aux consommateurs.

Durant les périodes de crise économique, la réduction des offres d'emploi formel et du pouvoir d'achat contribue à faire croître le secteur informel qui devient ainsi une source de revenus et de sécurité alimentaire (Figure 2). Dans certaines villes africaines, le SAI peut fournir jusqu'à 40 à 60% de l'emploi total. Cependant, ce secteur n'est pas uniquement le produit d'une crise économique: la croissance économique peut aussi encourager les populations rurales à tenter leurs chances sur les marchés urbains. Le secteur informel est une option séduisante pour ceux qui désirent plus de liberté comparé à ce que pourrait leur offrir un emploi formel (Smart, 1989). En Asie, ce secteur s'est développé en période de croissance économique, car les travailleurs urbains astreints à de longs trajets quotidiens dépendent de plus en plus des vendeurs ambulants pour leurs besoins nutritionnels. Dans de nombreux pays, ces activités sont une caractéristique appréciée de la culture locale, et peuvent même devenir une ressource touristique importante.

Définition du secteur informel

L'utilisation du terme « secteur informel » date des études réalisées en Afrique dans les années 70 qui ont montré que les catégories de recensement « employé », « non employé » et « non actif » masquaient totalement la capacité d'autonomie des populations pauvres à générer des revenus et à fournir des services aux communautés urbaines qui ne cessent de se multiplier rapidement (OIT, 1972; Hart, 1973). Dans ses recherches sur le Ghana, l'anthropologue Keith Hart a vu que plus de la moitié de la population a été classée par le recensement statistiques dans une autre catégorie que les emplois salariés alors qu'elle était activement impliquée dans un large éventail d'activités productives et de services et qu'elle gagnait des revenus de manière indépendante. Du fait que ces activités restent en dehors des statistiques officielles, il se réfère à ce secteur en tant que « secteur informel ». Harding et Jenkins (1989) appellent cela « l'économie cachée ».

Le mot « informel » peut être trompeur du fait que de nombreux micro-entrepreneurs sont d'une certaine manière légalement reconnus par les autorités, en particulier s'ils participent à des organisations sous forme d'association commerciale, de coopérative ou de syndicat (Yasmeen, 2001a). Un grand nombre de personnes sont à la fois impliquées dans les activités des secteurs formel et informel (Hart, 1973), par exemple, lorsque les vendeurs informels vendent des marchandises produites par le secteur formel. Aucune activité n'est totalement déconnectée des activités économiques formelles. Les géographes Santos (1977) et Mc Gee (1973) affirment que les deux secteurs de



l'économie qu'ils appellent les circuits supérieurs et inférieurs, s'articulent les uns par rapport aux autres. D'une certaine manière, le secteur informel subventionne le secteur formel en fournissant des aliments à des prix plus bas de même qu'il constitue une autre source d'emplois.

Le secteur alimentaire informel peut être défini comme un secteur incluant les petits producteurs, les entreprises commerciales, les vendeurs et les fournisseurs de services, impliqués dans des activités légales de même que celles non reconnues liées au domaine alimentaire.

Tableau 1 ~ Emplois informels parmi la population active totale de différentes villes du monde

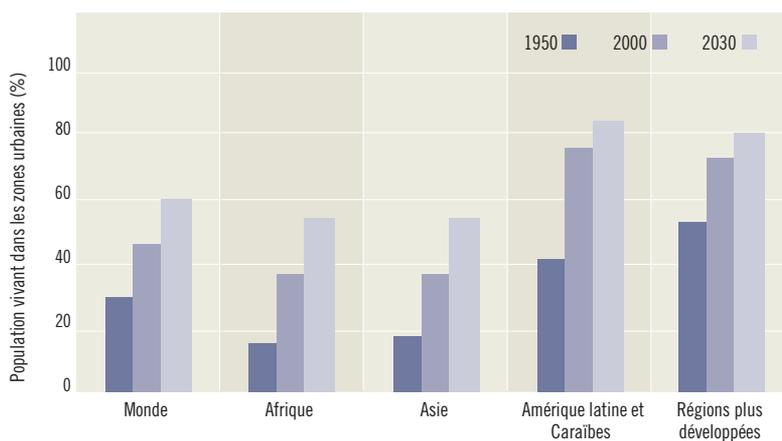
Municipalité	Population	Activités alimentaires informelles parmi la population active (%)
Rangamati (Bangladesh)	66 211	18
Suva (Fidji)	90 000	5
Guayaquil (Equateur)	2 400 000	32
Freetown (Sierra Leone)	755 589	28
Port of Spain (Trinidad et Tobago)	1 300 000	8
Lagos (Nigéria)	7 400 000	48
Blantyre (Malawi)	519 033	20
Managua (Nicaragua)	1 500 000	14
Penaloleon (Chili)	218 000	9

Sources: Argenti, François et Mouawad, 2003





Graphique 1 ~ Tendances de l'urbanisation selon les régions du monde



Sources: NU, 2004

Par exemple, il classe la production, la restauration et le transport des aliments ainsi que la vente au détail de produits frais ou préparés dans les activités associées au SAI. Le SAI se caractérise généralement par un manque de spécialisation, un capital d'investissement très faible, une combinaison de production et consommation, un manque de suivi comptable, le non-paiement total ou en partie des taxes, la possibilité de venir suppléer le secteur alimentaire formel pour satisfaire à des demandes et à des clientèles variées, de même il est marqué par des innovations de caractère plus sociale que technique (Argenti, François et Mouawad, 2003:1).

Les autorités municipales commencent à reconnaître que de bonnes politiques en matière de distribution alimentaire nécessitent la participation des parties prenantes et une communication efficace (par ex. Yasmeen, 2001b). Il est donc vital d'identifier les principaux acteurs du SAI, des producteurs aux consommateurs. Cela comprend les producteurs (les fermiers urbains, péri-urbains, et ruraux mais aussi les pêcheurs et les producteurs forestiers), les commerçants, les transporteurs, les transformateurs (dont les restaurateurs à domicile), les vendeurs



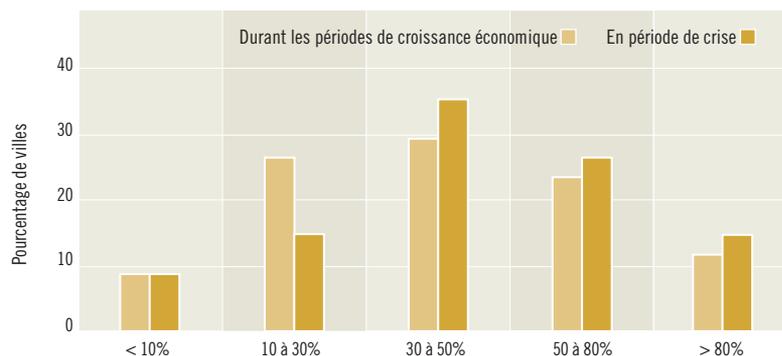
sur les marchés, les gestionnaires, les vendeurs de rue et les petits propriétaires de restaurant. Jusqu'à présent, cependant, le plus gros de la recherche sur le secteur a été réalisé dans les zones urbaines¹. Des recherches doivent être réalisées sur ces acteurs dans divers contextes pour que des politiques locales soient formulées pour les engager, eux et leurs associations, à la lumière des réalités sociales et culturelles locales.

Obstacles et contraintes

Les activités du SAI existent en dépit des politiques de l'Etat pour les réprimer. Elles peuvent offrir des opportunités aux populations marginales de même qu'elles peuvent contribuer à une distribution plus juste des ressources. Les femmes contribuent souvent de manière notable à la revente des produits frais, à de petites activités de restauration et à la vente d'aliments dans la rue. Cela leur permet de nourrir leur famille à de moindre coût et donc contribue à la sécurité alimentaire du ménage. Les activités du SAI ne sont toujours pas reconnues dans les données économiques et financières nationales et sont rarement prises en compte dans les plans de développement. Les besoins des opérateurs sont souvent négligés par les autorités et les syndicats de travailleurs qui protègent les intérêts des travailleurs du secteur formel.

¹ On réalise de plus en plus que les éléments caractéristiques du monde urbain et du monde rural coexistent au sein de l'espace urbain et au-delà, dans de nombreuses parties du monde, en particulier, lorsque les villes s'étendent, entraînant une multiplication des études péri-urbaines qui seront certainement fort intéressantes pour les décideurs (Allen, 2003). Ceci, toutefois, est rarement abordé dans les études sur le SAI et dépasse l'objet de cette étude.

Graphique 2 ~ Importance du secteur informel dans les activités d'approvisionnement et de distribution alimentaires des centres urbaines durant les périodes de crise et de croissance économiques



Source: Hugon et Kervarec, 2001



Les opérateurs du SAI font face à de nombreuses contraintes. Ils sont directement exposés aux variations des marchés lorsqu'ils s'approvisionnent. De plus, ils disposent de capacités très limitées de stockage et le volume de leurs activités commerciales journalières est souvent restreint. Les mauvaises conditions de vente dans la rue, l'accès limité aux services de base et à l'eau potable, ainsi que les conditions de santé des vendeurs peuvent contribuer à des problèmes d'hygiène et de sécurité sanitaire des aliments. Ainsi, par exemple, la qualité nutritionnelle des produits frais et des aliments cuisinés dans la rue peut ne pas être garantie. Leurs activités peuvent renforcer la congestion du trafic, les problèmes sanitaires et la pollution de l'environnement. Les autorités considèrent souvent ce secteur comme un vestige des activités économiques traditionnelles et comme un signe que leur ville n'est pas encore bien développée. Les acteurs du secteur formel, dont les coûts de fonctionnement sont élevés avec un fardeau de taxes considérable, veulent souvent éliminer le fait que la concurrence influe sur leurs profits.

Pour ces raisons, les autorités nationales et en particulier locales, sont fréquemment opposées aux opérateurs alimentaires informels. L'oppression du secteur conduit les acteurs du SAI à se méfier des agents de l'Etat alors que ceux-ci pourraient contribuer

à trouver des solutions à leurs problèmes de santé, sanitaires et de crédit. Dans de nombreux pays, un contexte politique instable fait que les périodes d'apaisement et même de promotion du secteur peuvent être suivies de périodes d'oppression.

Comprendre le rôle social et économique du secteur alimentaire informel

Les problèmes exposés plus avant peuvent être dépassés si l'on cherche à mieux comprendre le rôle des activités informelles et leur contribution à la sécurité alimentaire, le but étant d'adopter une bonne attitude et des politiques en faveur des opérateurs alimentaires afin de minimiser les conséquences négatives de leurs activités et d'accroître leur capacité à investir. Leurs besoins et leurs contraintes pourraient être intégrés dans la planification urbaine et leurs connaissances et capacité en matière de gestion commerciale, renforcées. Les opérateurs pourraient bénéficier de meilleures infrastructures, installations, équipement et services. Enfin, des réglementations sur l'occupation et l'utilisation des terres, les standards de qualité des aliments, les règles d'hygiène, la circulation et la pollution pourraient être établies.

Stratégies et objectifs

Il existe deux aspects qui ont des stratégies et des objectifs très différents au sein du SAI. Le premier est la stratégie de survie, dont le premier objectif est la sécurité alimentaire quotidienne. Le second est caractérisé par les micro-sociétés ou petites entreprises (y compris les entreprises familiales), dont l'objectif central est la croissance économique. Les politiques (et leur mise en œuvre) de ces deux aspects diffèrent radicalement. Dans le premier aspect, les politiques utilisées comportent une dimension sociale forte, alors que dans le second, la dimension est surtout économique.

Récemment, certains gouvernements ont commencé à encourager et ont travaillé avec ce secteur, au lieu de s'y opposer. En 2000, un groupe de maires et de planificateurs urbains se sont rencontrés à Bangkok, en Thaïlande, à l'occasion du séminaire régional de la FAO intitulé *Nourrir les villes d'Asie*. Le *Programme d'action* qui a suivi a déclaré que les municipalités devaient reconnaître l'importance du SAI, en particulier pour les populations urbaines (Yasmeen, 2001b). La FAO et les organisations de développement peuvent aussi aider les gouvernements centraux et locaux à comprendre le secteur.

Offrir un statut au secteur alimentaire informel: antécédents et contextes

Depuis la moitié des années 90, plusieurs études ont montré l'importance du SAI dans la lutte contre les problèmes économiques et nutritionnels urbains (Yasmeen, 2001a; Argenti, 1999, 2000; Argenti, François et Mouawad, 2003; Tinker, 1997; Nirathron, 2005). Ces recherches ont démontré la valeur de la production, de la transformation et de la vente alimentaire informelle pour fournir des emplois et des revenus aux pauvres, en particulier aux femmes qui sont souvent plus actives que les hommes dans ce secteur (Yasmeen, 2001a; Tinker, 1997; Simon, 2003). Les études montrent aussi que le SAI fournit aux consommateurs urbains démunis des aliments nutritionnels à des prix abordables. La recherche a aussi montré les défis que le secteur doit relever que cela soit au niveau du manque de



reconnaissance des autorités municipales qu'au niveau de l'utilisation des terres, entraînant des conflits dans ce domaine (De Soto, 1989). Le fait que les vendeurs ne puissent pas s'installer avec leurs structures mobiles sur des sites réguliers, décourage les investissements durables. Les acteurs du SAI n'ont pas non plus accès aux institutions de l'Etat pour résoudre les conflits ou pour assurer et renforcer leurs droits.

Du fait de son caractère spontané, le secteur manque d'un statut légal reconnu qui pourrait faciliter l'amélioration de l'hygiène des aliments et l'accès au crédit. Les vendeurs souffrent aussi de la circulation, du bruit, des risques encourus pour leur sécurité personnelle et des problèmes d'hygiène alors que les consommateurs s'exposent à des risques sanitaires en achetant ces aliments (Argenti, 2000).



Tableau 2 ~ Importance des aliments vendus dans la rue

Ville	Consommation	Valeur des échanges
Calcutta, Inde (1995)	Approximativement 130 000 stands de vente d'aliments dans la rue; 33% de consommateurs achètent des aliments dans la rue chaque jour	Les ventes sont estimées à 60 millions de \$EU par an
Bangkok, Thaïlande	Les aliments vendus dans la rue contribuent à plus de 40% de la ration calorique totale, 39% des prises en protéines et 44% des prises en fer pour les populations urbaines et contribuent pour les enfants de 4 à 6 ans à 88% des calories totales par jour et prises en protéines, graisses et fer	Les ventes dépassent les 98 millions de \$EU par an
Santiago du Chili, Chili (1991)	Approximativement 14 000 vendeurs	Approximativement 70 millions de \$EU par an
Guatemala City, Guatemala (1994)	Approximativement 20 000 vendeurs	
Abidjan, Côte d'Ivoire (1995)	700 000 repas vendus dans la rue par jour en 1993	

Source: Aragrande et Argenti, 2001

De nombreux éléments montrent que le SAI contribue à l'économie en matière de produit intérieur brut (PIB) et d'emplois. La contribution du secteur informel au PIB, lorsque ce genre de statistiques existe, va de 13 pour cent au Mexique à 58 pour cent au Ghana (OIT, 2002: 24). La contribution du SAI à l'emploi est de 48 pour cent des emplois non agricoles en Afrique du Nord à 72 pour cent en Afrique subsaharienne (OIT, 2002: 19).

Il existe de nombreux types de vendeurs de rue y compris ceux qui installent des kiosques fixes et des stands mobiles, ceux qui vendent à partir de leur véhicule (charriot, bicyclette, camion, etc.) ou qui installent un plastique ou tissu par terre et autres colporteurs ou vendeurs ambulants (Tableau 2). Ils peuvent travailler seuls, faire partie d'une famille ou même provenir d'autres secteurs commerciaux formels et cumuler les activités. Les activités de vente varient fortement selon les genres, le groupe ethnique et l'âge. La coopération municipale avec le secteur peut fournir des emplois aux vendeurs de même que cela procure également des aliments et un environnement urbain attractif pour les consommateurs locaux et aux touristes.





« ... les autorités locales peuvent à la fois soutenir et réglementer ce secteur (...) l'un n'excluant pas forcément l'autre. De nombreux exemples existent dans le monde où les autorités locales ont enfin accepté les micro-entreprises alimentaires (reconnaissant en fait leur existence), facilitent leur accès à un emplacement spécifique et à des formations, etc., délivrent des permis aux vendeurs, règlent l'hygiène, etc. »

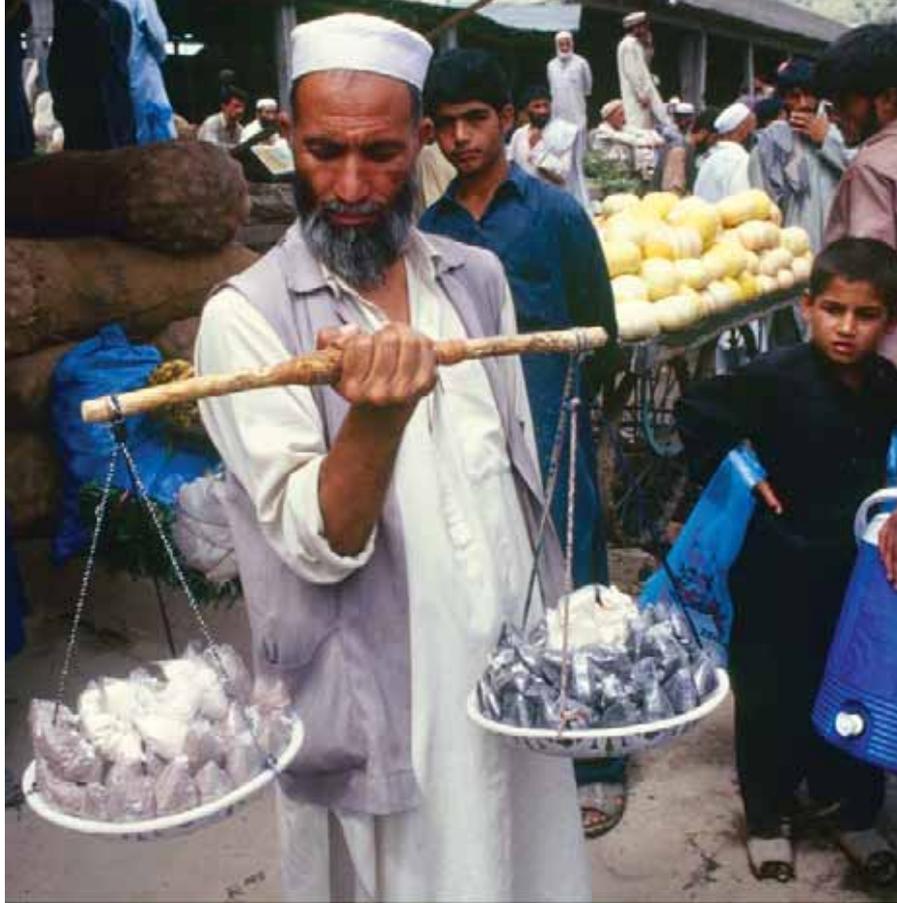
G. Yasmeen, cité dans Macchi, 2006: 13.



Aspects économiques *du secteur alimentaire informel*

Les vendeurs de rue, une activité qui pose de nombreux défis à relever

Les vendeurs de rue sont très visibles dans le SAI (Tableau 2). Même s'ils procurent des revenus à leur famille et des services importants aux acheteurs, ils peuvent aussi provoquer des réponses négatives de la part des autorités locales et des élites. Les commerçants ayant pignon sur rue les considèrent souvent des concurrents. Leurs détracteurs les accusent de ne pas payer de taxes, de vendre des produits de mauvaise qualité mais aussi de contribuer à la dégradation urbaine, de faire encourir des risques à la santé et la sécurité des habitants et enfin de congestionner les villes (Bromley, 2000: 10). La police et les autres autorités les harcèlent, développant leur méfiance vis-à-vis de l'Etat (Tinker, 1987: 64). Pourtant, les aliments vendus dans la rue sont primordiaux pour les populations pauvres d'un point de vue socio-culturel, économique et nutritionnel. Dans de nombreuses villes d'Asie, les employés de bureau apprécient aussi leurs services. Dans la plupart des grandes villes, ils constituent une source importante de nourriture et de revenus pour une grande partie de la population (FAO, 1996).

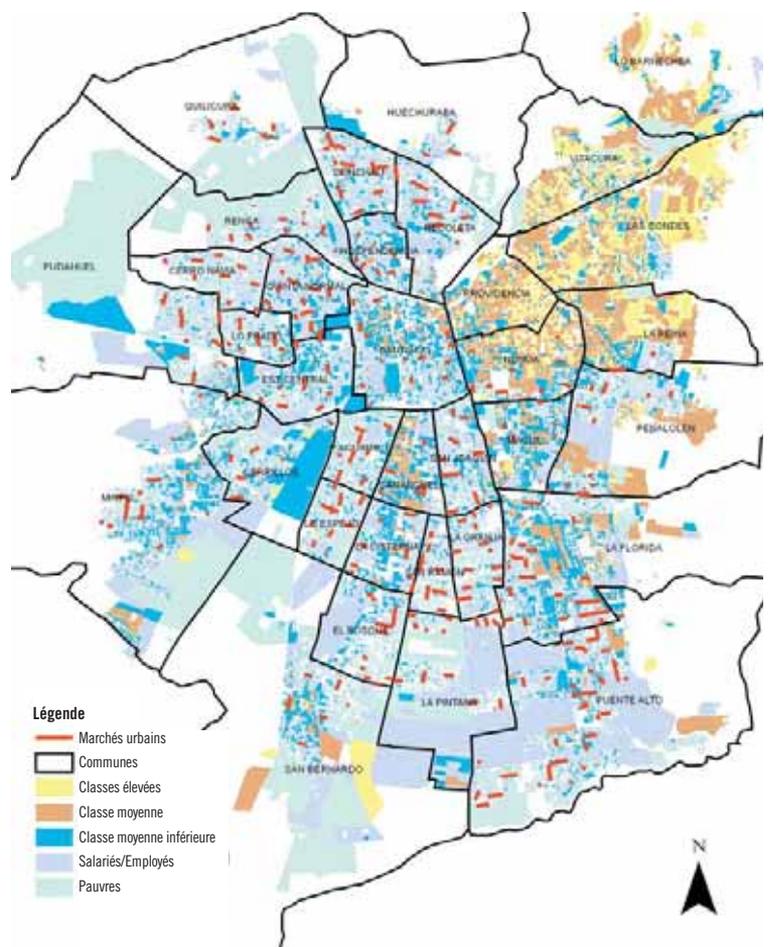


Les vendeurs sur les marchés

Les vendeurs des marchés figurent parmi les acteurs les plus visibles du SAI, dans les marchés formels (par ex. les marchés publics gérés par les autorités locales), les marchés informels et les marchés spontanés qui surgissent dans les quartiers pauvres ou les zones à circulation intense comme les environs des gares ferroviaires. Même les marchés formels incluent des activités de vente informelle. En effet, les vendeurs formels sous-louent un espace du marché à d'autres ou des « squatters » utilisent des espaces non alloués ou des zones aux bords du marché.

Les marchés fournissent des emplois aux vendeurs, aux responsables des marchés, aux approvisionneurs et transporteurs de même qu'ils contribuent de manière importante à la sécurité alimentaire. Ils constituent aussi une attraction pour les touristes et contribuent donc au développement local. Dans certaines villes, la majorité des marchés sont spontanés, c'est-à-dire qu'ils sont établis par les vendeurs eux-mêmes lorsque les municipalités ne leurs ont pas fourni un espace spécifique (Argenti, 1999b: 5).

Même les marchés publics de nombreux pays souffrent également de problèmes d'espaces insuffisants, de manque de stockage, de conditions d'hygiène déplorable et sont souvent mal gérés. Les responsables des marchés sont souvent incapables de faire appliquer les réglementations ou de garantir la sécurité des vendeurs et des consommateurs. L'entretien insuffisant des marchés publics de nombreuses villes et une mauvaise prévention font que le feu s'y déclare souvent (Argenti, 1999b: 4).



Carte 1 ~ Emplacement des marchés de rue dans Santiago du Chili, Chili

Source: Aliaga Linares, 2006



Ils peuvent aussi être monopolisés par certains acteurs, entraînant une exploitation des producteurs, des vendeurs et des prix élevés pour les consommateurs. Au Ghana, par exemple, les producteurs sont obligés de vendre par le biais des « reines du marché » qui tirent avantage du manque de transparence des prix et qui ne paient pas toujours les producteurs équitablement (De Lardemelle, 1995). Malgré ces problèmes, cependant, les marchés publics constituent la partie centrale du SAI et un domaine dans lequel les politiques et la planification urbaines peuvent être efficaces. La coopération des autorités avec les associations de vendeurs de rue pourrait être tout particulièrement efficace pour lutter contre leurs problèmes.

La petite restauration à domicile

Les petits restaurateurs à domicile sont des personnes qui préparent des aliments et qui procurent au consommateur un produit fini. Dans de nombreuses villes, ils vendent des repas confectionnés en boîte aux personnes qui travaillent dans les bureaux. Les petits restaurants sont souvent non déclarés aux autorités locales et ne paient pas de taxe. Dans de nombreux cas, les restaurants qui appartiennent officiellement au secteur formel associé à la fois un comportement économique formel et informel en ne déclarant pas leurs ventes et/ou en cachant leurs activités informelles. Ces acteurs du secteur informel attirent moins l'attention des chercheurs et des décideurs politiques en comparaison avec les vendeurs sur les marchés et dans la rue.

Tableau 3 ~ Contribution de la production agricole urbaine à la création d'emplois et de revenus dans les villes et bénéfices tirés des ventes d'aliments dans différentes villes et pays, durant les années 90

Ville, année	Producteurs (auto-production)	Bénéfices économiques (revenus, gains)
Accra, Ghana, 1997	13,6% de ménages dans 16 zones urbaines; 700 producteurs employés dans la commercialisation	Revenus de 20-100 \$EU/mois (saisonnier)
Addis-Abeba, Ethiopie, 1999	5 167 unités laitières	76% des villes secondaires et 54% des unités laitières du centre d'Addis-Abeba tenues par des femmes
Caire, Egypte, 1995	16% des ménages (élevage); 59% de ceux qui sont pauvres	Les biens en bétail dépassent 2 à 3 fois le revenu mensuel par personne
Calcutta, Inde, 2000	17 000 emplois dans les pêcheries des zones humides	
Dar es Salam, République Unie de Tanzanie, 1997	15-20% de jardin potager familial (deux zones) (production à plein temps)	30% de salaires moyens 35 000 ménages dépendent de la production de fruits/légumes pour leurs revenus
Djakarta, Indonésie, 1999	100 234 producteurs et travailleurs.	Salaires plus élevés que pour les travailleurs sans formation dans la construction
Mexico City, Mexique, 1990-1996	1,3-19% de la population active économiquement dans certaines délégations.	10-40% des revenus (porc) plus de 100% des revenus (lait), 10-30% des revenus (maïs); 80% des revenus (légumes); 80% + revenus (décoratif); 100% des revenus (figuier de barbarie, thon)
Shangai, Chine	27 millions de fermiers (31,8% de travailleurs); 13 400 travailleurs	2% du PIB de la ville; 28% des ménages ont des revenus

Source: Mougeot, 2005: 9



L'agriculture urbaine

Dans de nombreux pays, l'agriculture urbaine et péri-urbaine (incluant la production animale) est très répandue à la fois pour la survie et à des fins commerciales (FAO, 2005; Mougeot, 2005) (Tableau 3). Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (NU-HABITAT), la FAO et le Centre de recherche pour le développement international du Canada (CRDI) et d'autres organisations internationales ont reconnu son importance dans la création d'emplois et d'approvisionnement alimentaire aux habitants des villes (PNUD, 1996; FAO, 2005). Les autorités locales et les décideurs politiques, toutefois, sous-évaluent ce secteur ou le considèrent comme illégal. Lorsqu'une ville s'agrandit, la pression interne expulse aussi les agriculteurs urbains de leurs terres. Les agriculteurs qui cultivent la terre en ville doivent faire face à des difficultés qui comprennent entre autres les problèmes de sécurité du foncier, le manque de recours en cas de vol et la réduction drastique des cultures et aucun accès aux services de vulgarisation. Lorsque le secteur informel est illégal, les agriculteurs urbains ont du mal à avoir accès à l'eau potable, ce qui a des implications en matière de santé publique puisque cela peut contaminer les produits alimentaires distribués sur les marchés destinés aux consommateurs.

La Havane, Cuba

Étude de cas

Le mouvement en faveur de l'agriculture urbaine a émergé à Cuba en 1993 dans le but de réduire la crise économique du pays à la suite de la perte de l'aide soviétique mais sans abandonner les avancées de la révolution sociale de 1959. Avec le soutien des organisations étatiques locales (Conseils de peuple), les organisations sociales et les ONG, le gouvernement a autorisé les populations à utiliser gratuitement les lots de terre vacants appartenant à l'Etat pour cultiver. Ils ont soutenu les agriculteurs en milieu urbain en leur procurant une aide technique et en leur fournissant des semences, des outils de base et des arrosoirs. Ceux qui ont formé des coopératives (Unités de base de production en coopératives) ont pu recevoir des crédits et écouler leurs ventes. Une partie du Parc Métropolitain de la Havane a aussi été consacrée à l'agriculture urbaine. Depuis 2003, 12% de la superficie de la Havane a été utilisée à des fins agricoles. Les agriculteurs ont des revenus plus élevés, dans certains cas supérieurs au salaire urbain moyen. De plus, la ville a pu davantage recycler ses déchets organiques de même qu'elle a réduit le nombre de petites décharges urbaines. L'agriculture urbaine a aussi contribué au reverdissement de la ville. Même si des problèmes techniques restent encore à résoudre tels que l'irrigation et la pollution automobile, le projet a été capable d'approvisionner les habitants de la ville avec des légumes frais et des herbes médicinales produits localement et avec des coûts de transport minimaux. Globalement, cela a rendu la Havane plus vivable (Cruz et Medina, 2003).



En résolvant ces problèmes, l'agriculture urbaine pourra contribuer au bien-être environnemental, économique et nutritionnel des villes (Aragrande et Argenti, 2001; Argenti, François et Mouawad, 2003; Binns et Lynch, 1998).

Approvisionnement et distribution des aliments: les possibilités de progrès

L'approvisionnement et la distribution alimentaires impliquent d'autres étapes comme le rassemblement des produits, la manipulation, la transformation, l'emballage, le transport, le stockage, la vente en gros et au détail. Une mauvaise organisation ou une certaine inefficacité dans ces domaines peut faire augmenter les prix et même conduire à une pénurie alimentaire. En particulier dans les pays qui ont entrepris un ajustement structurel, le rôle du secteur public s'est fortement réduit et consiste avant tout à offrir des infrastructures comme les routes, les structures de stockage et les marchés publics; à établir des règles et réglementations des marchés et à contrôler la qualité des aliments. Dans de nombreux pays, les marchés de gros sont publics et encore souvent trop vieux ou trop petits pour répondre à une demande en expansion (Aragrande et Argenti, 2001; Diouf, 1999). Notons que les opérateurs du secteur informel obtiennent parfois des matières premières par le biais d'un circuit non commercial. En effet, par exemple, en Afrique, certains vendeurs d'aliments du secteur informel urbain échangent des produits transformés contre des produits agricoles non transformés avec des parents à

la campagne. Alors que cela constitue juste une faible proportion de la distribution alimentaire, cela peut représenter plus de 7 pour cent des aliments livrés dans les villes africaines (Egounlety, 1997: 23).

Même si le secteur du transport informel a été très peu étudié, il constitue une partie importante de l'approvisionnement et de la distribution alimentaire dans toutes les villes du monde (Tableau 4). Une étude du transport informel des aliments par Wilhelm en Afrique (FAO, 1997c), a montré que la majorité des aliments, même lorsqu'ils sont commercialisés dans le secteur formel, sont transportés dans les villes par le biais de moyens de transport informels. Les transporteurs informels utilisent de nombreux modes de transport dont font partie les véhicules non motorisés (bicyclettes, chariots manuels, pousse-pousses et charrettes tractées par des animaux). Ils peuvent aussi souvent parcourir de petites distances à pied. Différentes formes de taxis motorisés et de transport public sont aussi utilisées pour apporter les marchandises sur les marchés. En raison de l'augmentation des coûts de l'essence au niveau mondial, les formes de transport non motorisées ne risquent pas de disparaître et devraient être encouragées. Dans de nombreux endroits, les autorités voient cependant le transport informel comme un vestige du passé et n'accordent pas assez d'attention à ce secteur (Wilhelm, 1997). Etant le domaine le moins exploré par la recherche sur le SAI, d'autres études de cas spécifiques doivent être réalisées.

Considérations sur les implications économiques et leurs significations

La production, la distribution et la revente alimentaires informelles constituent des activités importantes productrices des revenus aux pays en développement. Pourtant, on se demande parfois si elles constituent davantage un symptôme de pauvreté qu'elles représentent une solution au problème. Malheureusement, nous disposons de peu d'éléments statistiques sur l'impact du secteur sur la réduction de la pauvreté et les études dans ce domaine débutent à peine. Néanmoins, un examen du secteur réalisé par la Banque mondiale en 2000 (Charmes, 2000) montre qu'en Afrique, où la pauvreté est la plus profondément enracinée, les revenus du secteur informel ne sont pas aussi faibles qu'on aurait pu le penser et ils se sont maintenus à des niveaux relativement stables malgré des années d'ajustement structurel difficiles et de faillite économique. En conclusion, lorsque l'on observe des seuils de pauvreté (plutôt que le seuil de pauvreté de 1 dollar EU) des pays en Amérique latine et en Afrique subsaharienne, il semble que – avec quelques exceptions – plus le secteur informel prévaut, moins est répandue la pauvreté. Davantage de recherche au niveau économique dans ce domaine est absolument nécessaire, alors que les études actuelles cherchent à savoir comment le SAI peut atteindre ses objectifs sociaux.

Tableau 4 ~ Estimation de la croissance de la circulation en 2012 due au transport des aliments dans différentes villes du monde

Villes	Cargaison de 10 tonnes
Abidjan, Côte d'Ivoire	124 600
Lagos, Nigéria	500 000
Mumbai, Inde	313 400
Téhéran, Iran	147 900
Maracaibo, Venezuela	27 600
Santiago de los Caballeros, Répub. dominicaine	13 100

Source: Argenti, 2000. Données sur la consommation alimentaire. Année de base 2000





Dans les pays aux cultures ancestrales comme celles d’Afrique, Asie et Amérique latine, les aliments sont préparés sur la base de connaissances locales qui datent de milliers d’années et qui continuent et continueront à fournir la base de la production de ces aliments. Le problème est qu’en introduisant de nouveaux aliments et en abandonnant les aliments et les processus de préparation traditionnels, cela altère leur niveau nutritionnel de même que les conditions sanitaires. Les nouvelles sources nutritionnelles (produits et processus de production) doivent être réglementées localement sans se référer à des paramètres extérieurs, à exception des exportations agricoles.

Sánchez Narvaez, cité dans Macchi, 2006: 5.



Les ramifications sociales *du secteur alimentaire informel*



Problèmes de santé et d'hygiène pour les consommateurs

Différents participants à la conférence électronique sur le SAI organisée par la FAO et l'Université de Bologne en mai 2006 ont observé que le secteur n'avait pas apporté de réponses satisfaisantes aux nombreuses préoccupations concernant la santé et l'hygiène pour les producteurs et les consommateurs (par ex. OMS, 2001),² lors des différentes étapes allant de la production à la consommation. Dans le domaine de l'agriculture urbaine non réglementée, par exemple, les voies navigables au sein des villes sont souvent fortement polluées, entraînant la contamination des produits (Binns et Lynch, 1998: 782; FAO et OMS, 2004). Les aliments de mauvaise qualité et les maladies que cela peut provoquer peuvent avoir des conséquences négatives sur le commerce et le tourisme, les consommateurs perdant confiance dans la qualité des marchandises vendues. Pour les vendeurs, cela peut conduire à des pertes financières et même au chômage (FAO, 1998). Ces problèmes sont spécialement difficiles à gérer dans les pays où les activités informelles sont découragées et se font à l'insu des inspecteurs sanitaires.

Les risques de contamination bactériologique et chimique durant la transformation, le transport et la commercialisation des aliments peuvent être peu contrôlés dans le SAI dans certaines circonstances. Les marchés de gros et au détail possèdent souvent des structures inadéquates, en particulier au niveau du système de collecte des déchets et de la distribution d'eau. Le stockage constitue un autre problème. En effet, dans de nombreux pays, les vendeurs ne disposent ni d'électricité ni de chaîne de froid. Améliorer les infrastructures des marchés ne suffit pas à éliminer ces risques. Vu que les aliments sont souvent transformés au sein des foyers, des efforts doivent également être faits pour améliorer l'entretien des maisons notamment les sanitaires et l'accès à l'eau et l'électricité.

² Plusieurs participants à la conférence électronique ont souligné qu'il ne faut pas mettre en équation le SAI avec des aliments de mauvaise qualité: même les hôtels internationaux peuvent rencontrer des problèmes sanitaires et de transformation des aliments.

Les problèmes de santé et d'hygiène des aliments sont des questions primordiales lorsque les aliments vendus dans la rue représentent des quantités importantes pour les consommateurs urbains (FAO, 1997; Tinker, 2003). Dans une étude sur sept villes africaines et asiatiques, cependant, Tinker a constaté que les aliments préparés et vendus dans la rue ou sur les marchés étaient généralement sans s'ils étaient consommés rapidement après leur préparation. La contamination des aliments provient majoritairement du fait de mains et d'assiettes sales, ainsi que de la poussière (Tinker, 1987: 65). Des études en Amérique latine ont montré qu'il existait des risques sanitaires dans les conditions suivantes: aliments préparés sans utiliser l'eau potable; conditions minimales d'hygiène non respectées; aliments préparés de façon incorrecte, ingrédients sélectionnés sans soin et lorsque la pollution environnementale n'est pas prise en considération (FAO, 1996).

Pune, Inde

Etude de cas

Un projet réalisé par le CRDI sur les vendeurs de rue d'aliments informels dans la ville de Pune, en Inde, a révélé que les échantillons des produits collectés auprès de ces vendeurs d'aliments de rue étaient souvent souillés par une pollution bactériologique. Autre élément notable, l'étude a montré que les repas préparés par les femmes dans leur foyer pour être vendus dans la rue étaient de qualité supérieure à d'autres aliments vendus dans la rue. Le projet a donc recommandé de légitimer les activités de vente d'aliments dans la rue et invité les municipalités à fournir des emplacements pour la vente et des installations adaptées (pour le lavage, le stockage des produits de gros et de la préparation des aliments) afin de réduire la contamination possible des aliments due aux conditions non hygiéniques ou insalubres de travail. La recherche a permis d'élaborer un plan pour réglementer, assister et faciliter la vente des aliments dans la rue de la ville de Pune. Cela a aussi permis d'améliorer les conditions sanitaires et de travail des vendeurs d'aliments dans la rue et de développer la communication entre les vendeurs et les autorités (CRDI, 2002).

Les vendeurs peuvent aussi mal utiliser les additifs alimentaires et même utiliser des substances comportant des couleurs et des conservateurs illicites à des fins alimentaires, faisant encourir d'autres risques à la santé. Dans les pays de l'est asiatique où les SAI sont si étendus, les consommateurs sont bien conscients des problèmes d'hygiène liés à la vente des aliments. Les vendeurs doivent donc garantir un environnement respectant les normes d'hygiène s'ils veulent continuer à vendre leurs marchandises. Cela montre que l'éducation des consommateurs est un élément important pour créer des SAI sains.

Qui fait bouillir la marmite? Questions de genre

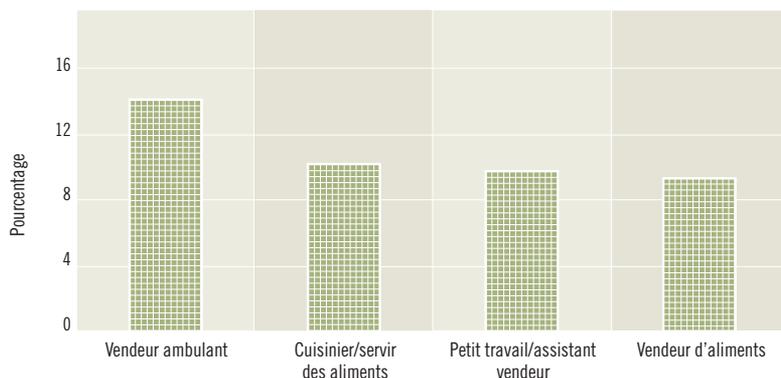
Il est bien connu que les femmes occupent davantage le secteur informel que les hommes pour toute une série de facteurs comprenant leurs plus grande responsabilité au niveau du foyer, leur niveau plus faible de formation ou de compétences du fait que celles-ci ne sont pas reconnues, des revenus du ménage en diminution, et parfois aussi simplement parce qu'elles souhaitent davantage d'autonomie et de flexibilité (Scott, 1994). En général, les femmes employées dans le secteur gagnent moins que les hommes et sont concentrées dans les niches de marché considérées comme « féminines », en particulier la production d'aliments et de services (FAO, 1995). Dans certains pays, cependant, elles gagnent davantage que les travailleurs du secteur formel tel que la construction ou la maçonnerie (Tinker, 1987: 59). En fait, certaines femmes peuvent vendre plus que leur mari. L'impact de la contribution des femmes aux moyens d'existence dans le secteur varie fortement au niveau local. Pour améliorer les conditions générales des femmes dans le SAI, il est important de reconnaître que leurs activités ne sont pas seulement temporaires et/ou complémentaires du travail de leur mari mais qu'au contraire, elles peuvent

être régulières voire permanentes (FAO, 1995). Le contexte culturel de la participation des femmes dans le SAI doit être considéré dans les relations plus larges de parentés, alliances et patronages (Kanté, 2002). Les femmes utilisent souvent leurs gains pour aider leur famille au lieu d'investir pour étendre leurs activités (Tinker, 1994) ou gagner en prestige social et pour la solidarité sociale. De plus, elles considèrent ce secteur plus flexible que l'emploi formel, et peuvent plus facilement associer un emploi générant des revenus avec d'autres responsabilités au sein du foyer comme le soin des enfants (Simon, 2003). Ces valeurs doivent être considérées dans les décisions politiques concernant le secteur du fait que les femmes ne sont pas nécessairement intéressées par l'extension de leurs activités ou ne cherchent pas forcément à abandonner ce secteur pour un emploi dans le secteur formel (Roubaud, 1994; Hansen et Vaa, 2004). Plus important, les femmes doivent trouver un moyen de s'affranchir grâce au secteur pour pouvoir mieux décider par elles-mêmes de leur vie.

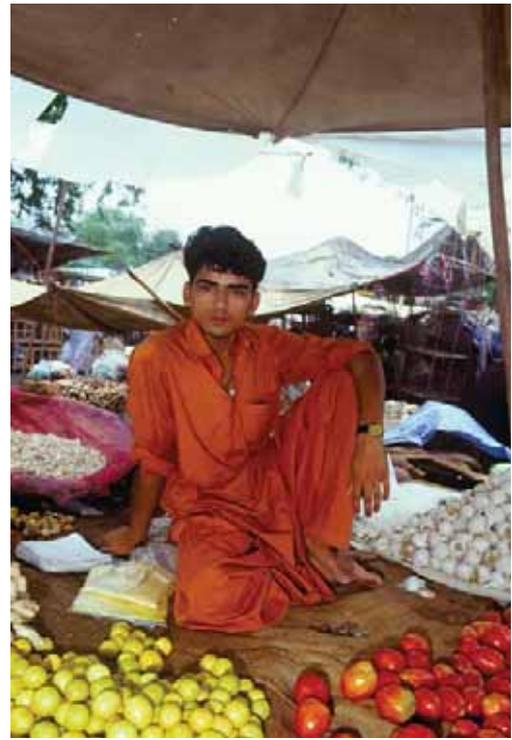
Qui contribue au secteur? Les enfants dans le secteur alimentaire informel

Le travail des enfants est illégal dans la majorité des pays, malgré tout, les enfants participent au SAI dans de multiples activités pouvant aller d'une exploitation absolue à un simple travail pour venir aider ses parents après l'école (Figure 3). Selon l'OIT, 246 millions d'enfants dans le monde travaillent avant tout dans le secteur informel, sans aucune protection juridique (OIT, 2005: 1). Les enfants qui préparent et vendent des aliments dans la rue des zones métropolitaines représentent un des principaux et des plus visibles groupes d'enfants qui travaillent (OIT, 2003b). Ils peuvent travailler dans leur famille ou dans d'autres entreprises informelles ou associations, ou être leur propre patron (OIT, 2003b: 1). Les enfants

Graphique 3 ~ Principaux types d'activités réalisées par les enfants de 5 à 17 ans, en Ouganda



Source: OIT, 2004





Compétition entre les secteurs alimentaires formels et informels

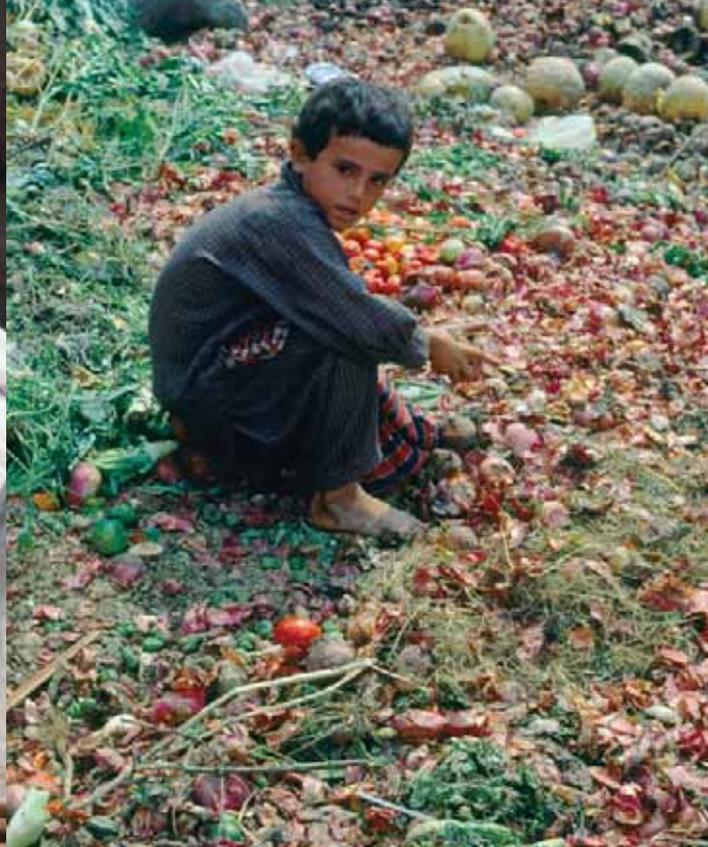
Durant la conférence électronique, certains participants ont fait remarquer que les supermarchés peuvent menacer la durabilité des marchés alimentaires informels. Dans les capitales africaines, par exemple, les supermarchés sont fréquentés par les classes moyennes et supérieures et offrent un environnement attractif pour faire ses achats, en fournissant un accès à certains produits internationaux et même parfois des divertissements. On ne sait donc pas si ces supermarchés vont constituer une menace pour les marchés informels et la production alimentaire locales ou si ces deux secteurs vont pouvoir cohabiter en attirant une clientèle différente. De nombreux consommateurs tanzaniens continuent à préférer les marchés traditionnels pour le simple fait qu'ils considèrent les aliments vendus en supermarché moins frais. De même, les marchés traditionnels continuent à prospérer même dans les pays asiatiques les plus riches du fait que de nombreux consommateurs pensent que les aliments sont de meilleure qualité et à des prix plus abordables. Ils préfèrent aussi acheter des aliments produits localement. Ce sujet mérite d'être approfondi.

aident souvent leurs parents chez eux alors que ceux qui vivent dans la rue travaillent pour survivre (ibid.). La scolarisation des enfants est souvent fortement gênée par la pauvreté et leur besoin de survie (Joshi, 1997: 35). Du fait que les enfants peuvent être impliqués dans de très nombreuses activités du SAI, ils doivent être pris en compte par la recherche et les politiques sur le secteur.

Les aliments vendus dans la rue sont-ils nutritifs?

Des préoccupations existent par rapport aux aliments vendus dans la rue du fait qu'ils peuvent contenir des quantités excessives de graisses saturées, des sucres et du sel qui contribuent à l'obésité et aux maladies qui y sont liées. Les aliments vendus dans la rue sont souvent préparés en utilisant les ingrédients les moins chers, entre autres des céréales plusieurs fois moulues

et des huiles comestibles hydrogénées. Souvent, pourtant, ces aliments vendus dans la rue offrent une opportunité d'améliorer la qualité nutritionnelle des régimes alimentaires des populations qui disposent de faibles revenus. En 2005, une étude sur six niveaux scolaires de l'école primaire de Dar es Salam, en République Unie de Tanzanie, a montré que 67 pour cent des élèves achetaient des aliments dans la rue chaque jour et que 17 pour cent en achetaient deux à trois fois par semaine. Les aliments de rue constituent souvent la seule nourriture consommée par les enfants durant les heures scolaires (Université de Sokoine et FAO, 2005: 16). La qualité nutritionnelle des aliments vendus dans la rue nécessite davantage d'attention. Comme certains participants de la conférence électronique l'ont expliqué, les élèves doivent recevoir des cours sur l'hygiène et la nutrition vu qu'ils constituent un pourcentage notable de consommateurs des aliments vendus dans la rue et du fait qu'ils peuvent aussi éventuellement devenir eux-mêmes des vendeurs de rue. La FAO a travaillé



sur l'éducation à la nutrition et a attiré l'attention sur les problèmes d'hygiène et nutritionnels des aliments vendus dans la rue depuis les années 90. Ces projets ont conduit à la réalisation de plusieurs conférences et publications, y compris des guides sur la nutrition pour la famille et les enfants scolarisés (par ex. FAO, 2004b).

Salubrité et sécurité des lieux de travail pour les vendeurs

Les risques les plus évidents pour la santé des vendeurs et la salubrité des conditions de travail sont les accidents de la route, la respiration des rejets toxiques des automobiles, la fatigue due aux longues heures travaillées et d'exposition potentielle aux crimes. Les vendeurs sont souvent peu informés des risques qu'ils encourent et lorsqu'ils en sont conscients, il ne savent pas comment les parer. Les travailleurs du secteur informel travaillent souvent dans les espaces ouverts ou sur des sites à circulation intense. Ces problèmes sont combinés avec le défaut d'accès aux installations sanitaires, à l'eau potable, à l'électricité et à la collecte des déchets. Comme

pour les problèmes sanitaires qui se posent aux consommateurs, ces questions pourraient être résolues si les autorités municipales apportaient une aide au lieu de poursuivre les travailleurs du SAI. Une approche intégrée en faveur d'une amélioration de la qualité et de la salubrité des aliments vendus dans la rue doit être développée afin de former, superviser, suivre et orienter les vendeurs d'aliments et améliorer leurs pratiques de manipulations des aliments (Dardano, 2003). Heureusement, de nombreuses études de cas présentent de véritables réussites apportant un éclairage nouveau sur ces initiatives.

D'où proviennent les aliments du secteur alimentaire informel?

La recherche sur le SAI dans les zones rurales est pour l'instant peu développée. Plusieurs participants à la conférence électronique ont signalé son importance pour les petits fermiers et les producteurs forestiers, en particulier pour ceux qui produisent des denrées locales pour les marchés locaux. Les pêcheurs participent aussi au secteur informel. Les producteurs locaux peuvent offrir des aliments plus durables que les produits alimentaires industriels internationaux qui doivent souvent parcourir de longues distances en bateau. Les aliments produits au niveau local fournissent aussi une diversité en termes d'alimentation et peuvent être plus riches au niveau nutritionnel que les aliments manufacturés à valeur ajoutée importés de pays plus développés à grands frais.



De nombreux participants ont aussi souligné l'importance d'utiliser le SAI pour promouvoir la vente et la consommation de produits locaux souvent plus riches que les produits alimentaires manufacturés importés. En plus d'accroître la diversité des aliments et leur qualité nutritive pour les consommateurs urbains, cette promotion doit aussi permettre d'augmenter les revenus des producteurs locaux. Ajoutons que cela fait aussi ralentir les migrations vers les zones urbaines. Des coûts de transport réduits, en particulier si on les compare aux aliments manufacturés internationaux importés, contribueraient aussi au développement durable.

Groupes ethniques du secteur alimentaire informel

Peu de recherches ont pour l'instant été entreprises sur les dimensions ethniques du SAI (par ex. Nirathron, 2005; Lloyd-Evans et Potter, 2002). Néanmoins, le comportement des acheteurs et consommateurs sur les marchés sont influencés par leurs mentalités ou d'autres logiques de type social des différents groupes ethniques (Devautour, 1997).

Ceci est spécialement important dans le SAI, la consommation alimentaire variant grandement entre les groupes ethniques et culturels.

D'autres études sur les relations sociales doivent être réalisées pour résoudre les problèmes d'équité entre les groupes ethniques. Dans certains pays, les membres des minorités subordonnées ont du mal à avoir accès aux marchés. A Taïwan, par exemple, les membres des groupes autochtones australo-asiatiques rapportent que certains marchés facturent parfois plus cher la location d'un stand comparée au prix payé par des personnes d'origine taïwanaise ou chinoise (Simon, 2004: 101). Les membres de groupes ethniques doivent s'entraider en dehors du marché pour créer des réseaux qui peuvent exclure d'autres groupes du marché. Si l'on observe les réseaux ethniques de la République Unie de Tanzanie (Lugalla, 1997: 425), on peut suggérer que les politiques doivent réexaminer les relations sociales et que pour promouvoir ce secteur, on ne peut pas simplement renforcer les processus existants d'inégalité, d'exploitation et d'exclusion. C'est une question importante pour la recherche future.





« Bien que l'économie informelle constitue un réseau non substituable d'échanges sociaux et économiques, il faut souligner que le secteur doit être reconnu comme une composante d'un marché « de facto » qui fonctionne correctement. Cela permettrait aux autorités gouvernementales de s'impliquer aussi dans un processus participatif afin de dépasser de facto les situations problématiques en essayant d'adopter un scénario dans lequel ces activités seront reconnues par la loi. »

E. Cassarino, cité dans Macchi, 2006: 12.



Faire que tous puissent tirer des bénéfices
du secteur alimentaire informel

Présentation de différentes réussites

Les municipalités tendent de plus en plus à soutenir plutôt qu'à lutter contre le secteur informel et des exemples de réussites existent dans différents pays du monde (Tableau 5). Cela permet de garantir de meilleures conditions de travail aux vendeurs, d'offrir des aliments plus sains aux consommateurs de même que des scènes de rue plus vivantes pour les habitants comme pour les touristes. Dans tous les pays du monde, des exemples de politiques satisfaisantes montrent que les autorités municipales peuvent travailler avec les acteurs du SAI pour créer de meilleures conditions de vie dans les villes. En accordant une attention spéciale aux facteurs culturels locaux, les villes peuvent promouvoir le secteur, réduire la pauvreté et lutter contre les problèmes de genre et d'équité ethnique.



Étude de cas

Manille, Philippines

►►► **A Manille, les vendeurs ont été enregistrés et un emplacement leur a été attribué durant les années 90 dans le district commercial chic de Makati à condition qu'ils maintiennent un certain standard sanitaire et de propreté. Des crédits ont été offerts par le biais d'ONG et les autorités municipales ont même distribué des tabliers et des couvre-chef aux vendeurs et ont organisé la distribution de l'eau potable dans les stands. Ces vendeurs ont procuré des emplois aux pauvres et contribué à l'animation de la ville. Une grande partie de la population apprécie leurs services, et pas seulement les pauvres (Tinker, 2003: 338).**

Considérations en matière d'investissement et participation des ONG

Les ONG locales, nationales et internationales et les organisations sont actives de différentes manières dans le SAI. Peut-être que l'ONG nationale la plus connue est l'Association des femmes autonomes d'Ahmedabad, en Inde (www.sewa.org). Avec plus de 200 000 membres dans le Gujarat seulement, les ONG ont joué un rôle important de lobby auprès de l'Etat et des autorités législatives et judiciaires nationales pour le compte des vendeurs de rue.

Tableau 5 ~ Différentes initiatives soutenant le secteur alimentaire informel

Ville/pays	Activité	Initiative	Date de mise en œuvre	Description du programme
Centre de Quito, Equateur	Aliments vendus dans la rue (plats préparés)	Municipalité	1999	Améliorer la qualité des aliments, fournir les infrastructures nécessaires pour sauvegarder la santé des consommateurs
Chinautla, Guatemala	Vendeurs sur le marché	Municipalité	2000	Réorganiser la vente de rue
Dar es Salam, Rép. Unie de Tanzanie	Aliments vendus dans la rue	Municipalité	1995	Intégrer le secteur informel dans les infrastructures urbaines (sites appropriés pour les petits opérateurs alimentaires)
Dakar, Sénégal	Aliments vendus dans la rue (plats préparés)	Municipalité et FAO		Mettre l'approvisionnement alimentaire de Dakar aux normes sanitaires, sauvegarder l'environnement urbain et la santé des consommateurs. Améliorer l'hygiène des aliments préparés et vendus dans la rue
Freetown, Sierra Leone	Production alimentaire urbaine	Institutions informelles locales	Janvier 2000	Développer la production alimentaire urbaine pour la couche de population la plus pauvre, fournir un appui en termes de terre et d'outils, de formation et de campagne de sensibilisation
Cebu City, Philippines	Aliments vendus dans la rue (plats préparés)	Municipalité		Identifier les personnes actives, les produits et les meilleures pratiques. Promouvoir et éduquer sur les thèmes de la santé publique et des impacts sur l'environnement
Gazipur, Bangladesh	Aliments vendus dans la rue (produits frais)	Municipalité et ONG	2000	Offrir des produits de qualité et garantir les conditions d'hygiène
Hanoï, Viet Nam	Hygiène des aliments	Municipalité	1999	Produire des aliments sains et maintenir l'hygiène à toutes les étapes de la production jusqu'au consommateur

Source: Argenti, François et Mouawad, 2003

Travailler avec les vendeurs d'aliments du secteur informel

Les organisations internationales, nationales et locales se sont mises à travailler avec les acteurs du SAI. La FAO soutient les pays qui forment les vendeurs à la vente, facilitent les contacts pour donner aux vendeurs une voix dans les décisions prises au niveau politique en faveur du SAI et encouragent les organisations de vendeurs (Tinker, 2003: 339). L'expérience montre que cette approche plus coopérative augmente l'hygiène qui entoure la vente des aliments et contribue à réduire la corruption, protège contre le racket et les autres pratiques de corruption, ce qui finalement contribue à diminuer les coûts (Yasmeen, 2001a: 34). La coopération avec le secteur à travers les ONG y compris les associations de vendeurs, a montré que des solutions sont possibles pour résoudre les nombreux problèmes liés au secteur.



Cela a eu un impact important dans toute l'Inde et a été répliqué partout (Yasmeen, 2001a: 35). L'ONG internationale *Women in informal employment globalizing and organizing* (WIEGO) (www.wiego.org) a réalisé des recherches fondamentales sur le SAI. Certaines ONG accordent des crédits pour soutenir les nouveaux opérateurs du SAI selon l'hypothèse que les micro-entrepreneurs peuvent contribuer à réduire la pauvreté. Les interventions en matière de micro-crédit, qu'elles proviennent des organisations gouvernementales ou non, ont énormément augmenté ces deux dernières décennies dans de nombreux pays en développement comme le fameux cas de la Banque Grameen du Bangladesh. Elles espèrent souvent que le micro-crédit et l'entrepreneuriat peuvent tous les deux lutter contre la pauvreté et promouvoir l'équité entre les genres grâce à l'affranchissement des femmes. Améliorer les conditions économiques des ménages permet aux enfants d'aller à l'école mais aussi d'y rester (Alter, Vanek et Carr, 2004).

Les associations de crédit sont organisées de manière très diverse et peuvent être financées par les gouvernements ou les ONG, ou peuvent même être créées par les pauvres eux-mêmes. Dans les programmes de micro-crédit similaires à la banque Grameen, les emprunteurs sont organisés en groupe

qui reçoivent un prêt et sont chargés d'assurer que les membres respectent leurs obligations financières. Ce type d'organisation permet aux organismes de crédit de fournir des formations pour acquérir des connaissances en matière commerciale, d'hygiène et autres questions primordiales comme les conditions d'octroi de crédit. Le crédit peut aussi inciter les vendeurs et les autres acteurs du SAI à coopérer avec les autorités municipales.

Maputo, Mozambique

Etude de cas

« A Maputo, il existe différents types de systèmes formels et informels permettant aux entrepreneurs d'accéder au crédit. De nombreux vendeurs informels ont recours aux institutions de crédit connues comme « xitique ». Des amis forment un groupe et fixent une somme que chaque membre devra verser en nature ou biens matériels. Ils déterminent combien de fois ce montant devra être prêté aux membres du groupe et comment le prêt sera payé. Ce système se base sur la confiance mutuelle entre amis et il distribue habituellement les prêts sur une base tournante. Les membres utilisent souvent les prêts pour acheter des denrées alimentaires, les vendre sur le marché et ensuite rembourser le prêt immédiatement. Ces formes informelles de crédit constituent une alternative viable pour les vendeurs qui, autrement, n'auraient pas pu obtenir un crédit du fait de leur statut informel (OIT, 2003a). »



Les crédits ne sont pas seulement octroyés par l'Etat ou les institutions internationales. Par exemple, les associations de crédit tournant (ainsi les membres d'un groupe, chacun leur tour, empruntent et investissent le capital collecté) existent depuis longtemps en Chine et en Inde et dans tout le reste du monde. Dans de nombreuses parties du monde, les pauvres ont de leur propre initiative établi des institutions informelles de finance et de crédit (OIT, 2003a). La forte diffusion de ces institutions montre que les pauvres sont capables de faire fructifier un capital lorsqu'ils en disposent, même si les soutiens externes peuvent réduire les risques de faillite dus à un des membres. Ces initiatives doivent être reconnues et facilitées par l'Etat et les organisations internationales.

Les associations de vendeurs sur les marchés

Les vendeurs basés sur les marchés forment souvent des associations pour lutter contre les problèmes auxquels doivent faire face leurs membres au sein et en dehors du marché. Les associations s'engagent dans la résolution des conflits, contribuent à la gestion du marché et à la sécurité des vendeurs, fournissent des informations sur le marché et proposent des formations, et enfin, facilitent le crédit. De plus, elles mettent en place des activités pour améliorer la qualité et le transport des produits, pour contrôler les inventaires et les autres activités liées à la vente. Elles sont aussi fréquemment impliquées dans des activités sociales, d'assistance et religieuses ce qui en fait des partenaires primordiaux dans le développement et la mise en œuvre des politiques de même qu'au niveau de la gestion du marché (Shepherd, 2005).

Créer des associations de vendeurs de rue

Même si les vendeurs et les colporteurs de rue sont souvent vus comme des personnes posant des problèmes, il existe des exemples de réussite où ils ont créé des syndicats et des associations pour promouvoir leurs intérêts collectifs. L'Association des Vendeurs de Cebu City, aux Philippines par exemple, a été créée en 1984 pour regrouper 63 associations représentant un peu plus de 7 000 membres. La majorité des associations de vendeurs existe dans le secteur alimentaire y compris les associations de vendeurs sur le trottoir, les associations de production de base. L'association a entamé un dialogue avec la ville au nom de ses membres et est devenue une partie prenante importante au niveau national et local. Parmi les différentes questions abordées, elle négocie avec la ville les droits d'utiliser les trottoirs, espace pour lesquels les revendeurs paient une taxe journalière (Yasmeeen, 2001a: 36-37).

Etude de cas

Kumasi, Ghana

- Au Ghana, les politiques d'ajustement structurel ont augmenté et créé de nouvelles taxes et diminué les équipements disponibles sur les marchés comme les employés qui étaient payés par l'Etat pour la collecte des eaux et des déchets. L'association commerciale générale de Kumasi, avant tout composée de femmes du marché Asante, a organisé plusieurs campagnes de lobby face aux autorités locales et centrales, elles ont financé des politiciens et organisé des pétitions et des manifestations en public faisant réagir les autorités locales qui ont rénové le marché, amélioré les installations et offert de nouveaux services comme la garde d'enfant et une clinique de soin (Awuah, 1997).





Les difficultés rencontrées par les municipalités du Sud sont souvent récurrentes, il est donc important que ces municipalités coopèrent les unes avec les autres et qu'elles diffusent et échangent leurs connaissances, expériences et solutions respectives. Ce type de coopération entre les municipalités du Sud est en fait très prometteur lorsque les situations socioéconomiques sont identiques ce qui renforce les possibilités de transposer et d'adapter les idées et les savoir-faire de chacun.

Changer les mentalités pour aller de l'avant: *les politiques de soutien*

Les études existantes et les participants de la Conférence électronique organisée par la FAO et l'Université de Bologne en 2006 ont conclu qu'il existe un besoin urgent de mettre en place des politiques de soutien et de multiplier les interventions qui rapprochent les activités du secteur informel avec, entre autres, une amélioration de l'hygiène des aliments, aux efforts pour réduire la pauvreté. Les autorités locales et nationales doivent mettre en œuvre des règlements (qui souvent existent déjà) qui facilitent l'accès au SAI et l'adoption de techniques productives pratiques saines/hygiéniques dans le respect des contextes sociaux et culturels locaux, puis tout faire pour la standardisation du secteur. Cela requiert souvent l'appui des organisations étrangères. Des programmes éducatifs doivent aussi être mis en place pour soutenir les efforts et faciliter les projets en faveur du SAI et/ou les activités des petits entrepreneurs. Cela améliorera le fonctionnement des marchés de produits alimentaires et luttera contre les problèmes de salubrité des aliments. Différents rôles doivent être assignés aux institutions internationales, nationales, et locales pour adopter de meilleures mesures de soutien (Argenti, François et Mouawad, 2003). Dans les situations où certains groupes, y compris les groupes ethniques, dominent les marchés, l'Etat peut apporter une aide aux nouvelles associations et encourager la création de fédérations. Cebu City, aux Philippines, est un exemple notable d'une ville qui a remporté des succès avec cette approche. La recherche montre qu'il est possible pour les autorités de bien travailler avec ce secteur.



En conclusion, le SAI existe dans tous les pays du monde. Il a démontré sa ténacité en continuant à s'étendre, même lorsqu'il est illégal ou qu'il subi l'oppression des autorités. Il continue à offrir une autonomie et à procurer des revenus à une large variété de personnes et de familles durant des périodes d'urbanisation et d'industrialisation, de même que durant les crises économiques et les périodes de déclin. Il est donc peu probable qu'il disparaisse. L'avantage d'acheter des aliments auprès des vendeurs informels est aussi apprécié par de nombreux consommateurs incluant les populations urbaines pauvres, les employés de bureau et les touristes. Le secteur peut contribuer à la réduction de la pauvreté et à la création de villes plus vivantes et saines dans le monde

entier selon les modalités adoptées dans la formulation des politiques et leur mise en œuvre dans les différents contextes sociaux et culturels.

Les autorités, en particulier au niveau local, doivent considérer les agents informels comme des partenaires dans les initiatives de développement local. Elles doivent mettre en œuvre des politiques et des programmes dont le but est de créer les conditions adéquates pour que les activités du secteur informel soient réalisées de manière efficiente tout en réduisant au minimum les risques pour la société.



RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Aliaga Linares, L.** 2006. *Feeding the poor? Spatial patterns and neighborhood demographics in Metropolitan Santiago Informal Food System*. Population Research Center University of Texas, Austin.
- Allen, A.** 2003. Environmental planning and management of the peri-urban interface: perspectives on an emerging field. *Environment & Urbanization*, 15 (1): 135-147.
- Alter, C., Vanek, J. et Carr, M.** 2004. *Mainstreaming informal employment and gender in poverty reduction: a handbook for policy-makers and other stakeholders*. CRDI, Ottawa, Canada.
- Aragrande, M. et Argenti, O.** 2001. *Étude des systèmes d'approvisionnement et de distribution alimentaires dans les villes des pays en développement et en transition*. Collection «Aliments dans les villes», DT/36-01F. FAO. Rome. (disponible sur: <http://www.fao.org/DOCREP/004/AB781F/AB781Foo.HTM>)
- Argenti, O.** 1998. *Aliments dans les villes*. Collection d'ouvrages (vol. 1 et 2). Collection «Aliments dans les villes» et Bulletins d'AGS n. 132 et 133. FAO. Rome.
- Argenti, O.** 1999b. *La sécurité alimentaire urbaine. Un défi lancé aux villes et aux collectivités locales*. Collection «Aliments dans les villes». FAO. Rome.
- Argenti, O.** 2000. *Aliments pour les villes: approvisionnement alimentaire et politiques de distribution pour réduire l'insécurité alimentaire urbaine*. Collection «Aliments dans les villes» DT/43-99F. FAO. Rome.
- Argenti, O., François, S. et Mouawad, H.** 2003b. *Le secteur alimentaire informel: politiques municipales d'appui aux opérateurs*. Collection «Aliments dans les villes» n° 4. FAO. Rome.
- Auwah, E.** 1997. Mobilizing for change: a case study of market trader activism in Ghana. *Canadian Journal of African Studies*, 31 (3): 401-423.
- Binns, T. et Lynch, K.** 1998. Feeding Africa's growing cities into the 21st century: the potential of urban agriculture. *Journal of International Development*, 10: 777-793.
- Bouta, T., Frerks, G. et Bannon, I.** 2005. *Gender, conflict, and development*. Washington DC, EU, Banque mondiale.
- Bromley, R.** 2000. Street vending and public policy: a global review. *International Journal of Sociology and Social Policy*, 20 (1/2): 1-29.
- Charmes, J.** 2000. Informal sector, poverty and gender: a review of empirical evidence. Document de base pour le *Rapport sur le développement mondial*. (disponible sur www.wiego.org/papers/charmes3.doc)
- CRDI.** 2002. *Informal sector street foods (Pune, India)*. Ottawa, Canada.





- CRDI.** 2005. *Agropolis: the social, political and environmental dimensions of urban agriculture*, par L.J.A. Mougeot. Ottawa, Canada.
- Cruz, M. et Medina, R.** 2003. *Agriculture in the city: a key to sustainability in Havana, Cuba*. CRDI, Ottawa, Canada.
- De Soto, H.** 1989. *The other path: the invisible revolution in the third sector*. New York, EU, Harper et Row.
- Diouf, J.** 1999. The challenge of urban food distribution and production. 101^{ème} Conférence interparlementaire. Bruxelles, Belgique, Acril 12-16.
- FAO.** 1995a. *Approvisionnement et distribution alimentaires d'Accra: pré-étude de cas*, par L. De Lardemelle. Collection «Aliments dans les villes». Rome.
- FAO.** 1995b. *Mirando hacia Beijing 95 - mujeres rurales en América latina y el Caribe - situación, perspectivas, propuestas*. Rome. (disponible sur www.fao.org/docrep/x0248s/x0248s00.htm)
- FAO.** 1996. *Estrategias para el mejoramiento de la calidad de los alimentos callejeros en América Latina y el Caribe*. Alimentos de Ventas Callejeras. Rome. (disponible sur www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/DOCREP/W3699T/w3699t00.htm)
- FAO.** 1997a. *Contribution de l'artisanat à l'approvisionnement alimentaire des villes en Afrique*, par M. Egounlety. Collection «Aliments dans les villes». Rome.
- FAO.** 1997b. *Logiques sociales et pratiques informelles et leurs implications pour les programmes d'appui aux SADA des villes d'Afrique francophone: le cas de la Mauritanie*, par K. Devautour. Collection «Aliments dans les villes». Rome. <http://www.fao.org/DOCREP/004/AB781F/AB781F00.htm>
- FAO.** 1997c. *Report of an FAO technical meeting on street foods*. Rome. (disponible sur www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/DOCREP/W4128T/w4128t14.htm)
- FAO.** 1998. *Exigences générales (hygiène des aliments). Supplément au volume 1B*. Programme conjoint FAO/OMS sur les normes alimentaires de la Commission du Codex Alimentarius. Rome (disponible sur www.fao.org/docrep/W6419S/W6419S00.htm)
- FAO.** 2003. *Caribbean regional working groups on street food vendors*, par M. Dardano. Rapport de la FAO, PAHO et BNSI Rome (disponible sur www.fao.org/docrep/008/aeg73s/aeg73s00.htm)
- FAO.** 2004a. *Les femmes dans l'agriculture, l'environnement et la production rurale*. Service Genre et développement. Rome.
- FAO.** 2004b. *The family nutrition guide*, par A. Burgess, A. et P. Glasauer, Rome.
- FAO.** 2005a. Associations of market traders: their roles and potential for further development, par A. Shepperd. Document occasionnel AGSF, 7. Rome.
- FAO.** 2005b. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. Le commerce agricole et la pauvreté: le commerce peut-il être au service des pauvres?* Rome. (disponible sur <http://www.fao.org/docrep/008/a005of/a005of00.htm>)
- FAO et OMS.** 2004. Hazard characterization for pathogens in food and water. Guidelines. Microbiological Risk Assessment Series 3. Rome (disponible sur www.fao.org/docrep/006/y4666e/y4666e00.htm)
- Hansen, K et Vaa, M.** 2004. *Reconsidering informality: perspectives from urban Africa*. Uppsala, Suède, Nordiska Afrikainstitutet.
- Harding, P. et Jenkins, R.** 1989. *The myth of the hidden economy: towards a new understanding of informal economic activity*. Philadelphia, EU, Open University Press.
- Hart, K.** 1973. Informal income opportunities and urban employment in Ghana. *Journal of Modern African Studies*, 11 (1): 61-89.
- IRN.** 2004. *Improving food safety of informally vended foods in Southern Africa* (disponible sur www.nri.org/streetfoods/project3.htm)
- Joshi, G.** 1997. *Urban informal sector in metro Manila: a problem or solution?* OIT. Genève, Suisse.
- Kanté, S.** 2002. *Le secteur informel en Afrique subsaharienne francophone: Vers la promotion d'un travail décent*. OIT. Genève, Suisse.
- Lloyd-Evans, S. et Potter, B.R.** 2002. *Gender, ethnicity and the informal sector in Trinidad*. Ashgate, Burlington, VT, EU.
- Lugalla, J.** 1997. Development, change and poverty in the informal sector during the era of structural adjustment in Tanzania. *Canadian Journal of African Studies*, 31 (3): 424-451.
- Macchi, G.** 2006. Informal food sector in developing countries and in transition countries. Université de Bologne/conférence électronique de la FAO, 15 mai - 2 juin 2006. (document non publié)
- McGee, T.G.** 1973. *Hawkers in Hong Kong*. Hong Kong, Centre for Asian Studies, Université de Hong Kong.
- Nirathron, N.** 2005. The business of food street vendors in Bangkok: an analysis of economic performance and success. *Canadian Journal of Development Studies*, 26 (3): 429-441.
- OIT.** 1972. *Employment, incomes and equality: a strategy for increasing productive employment in Kenya*. Genève, Suisse.

Références bibliographiques



- OIT.** 1997. *Urban informal sector in metro Manila: a problem or solution?* Par G. Joshi. Genève, Suisse.
- OIT.** 2002a. *Le secteur informel en Afrique subsaharienne francophone: Vers la promotion d'un travail décent*, par S. Kanté. Genève, Suisse.
- OIT.** 2002c. *Women and men in the informal sector*. Genève, Suisse.
- OIT.** 2003a. A organização dos trabalhadores do sector informal dos mercados de Maputo e sua acção na promoção de melhores condições de vida e de trabalho, par T. Cruz e Silva. *O papel da Associação dos Operadores e Trabalhadores do Sector Informal – ASSOTSI*, OIT, Genève, Suisse. (disponible sur www.ilo.org/inclusao-palop/pages/PALOP/download/ASSOTSI.pdf)
- OIT.** 2003b. Facts on children working in the streets. *International Programme on the Elimination of Child Labour (IPEC)*. Genève, Suisse.
- OIT.** 2004. *Child labour and the urban informal sector in Uganda*. Genève, Suisse (disponible sur www.ilo.org/iloroot/docstore/ippec/prod/eng/2004_ug_urban_en.pdf)
- OIT.** 2005. *Le point sur le travail des enfants*, Genève, Suisse. (disponible sur www.ilo.org/public/french/bureau/inf/download/child/childday04.pdf)
- OMS Bureau régional de l'ouest Pacifique.** 2001. *Food safety*. Brunei Darussalam. (disponible sur www.wpro.who.int/NR/rdonlyres/A3847CDE-D3D1-46Fo-8934-6AAA547A92B/o/RC5206.pdf)
- PNUD.** 1996. *Urban agriculture: food, jobs and sustainable cities*. Publication for Habitat II, Volume One. New York, EU.
- Roubaud, F.** 1994. *L'économie informelle au Mexique. De la sphère domestique à la dynamique macro-économique*. Paris, France, Karthala-Orstrom.
- Santos, M.** 1977. Spatial dialectics: the two circuits of urban economy in underdeveloped countries. *Antipode* 9 (3), 49-60.
- Scott, A. M.** 1994. *Divisions and solidarities: gender, class and employment in Latin America*. Londres, Royaume-Uni, Routledge.
- Simon, S.** 2003. *Sweet and sour: life worlds of Taipei women entrepreneurs*. Lanham, Maryland, EU, Rowman et Littlefield.
- Simon, S.** 2004. Learning and narratives of identity: aboriginal entrepreneurs in Taiwan. *Taiwan Journal of Anthropology* 2 (1): 93-117.
- Smart, J.** 1989. *The political economy of street hawkers in Hong Kong*. Hong Kong, Centre for Asian Studies, Université de Hong Kong.
- Tinker, I.** 1987. Street foods: testing assumptions about informal sector activity par women and men. *Current Sociology*, 35 (3): i-110.
- Tinker, I.** 1994. The urban street food trade: regional variations of women's involvement. Dans Chow E. Ngan-ling et B. White, éd. *Women, the family and policy: a global perspective*. E. Suny Press, Albany. pp. 163-187.
- Tinker, I.** 1997. *Street foods: urban food and employment in developing countries*. New York, EU, Oxford University Press.
- Tinker, I.** 2003. Street foods: traditional microenterprise in a modernizing world. *International Journal of Politics, Culture and Society*, 16 (3): 331-349.
- Université Sokoine et FAO.** *Improving the nutritional quality of street foods to better meet the micronutrient needs of schoolchildren in urban areas*. (disponible sur <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/009/ag430e/ag430e00.pdf>)
- Varcin, R.** 2000. Competition in the informal sector of the economy: the case of market traders in Turkey. *International Journal of Sociology and Social Policy*, 20 (3/4): 5-33.
- Wilhelm, L.** 1997. *Transport et approvisionnement inter-marchés dans les villes en Afrique: des services méconnus aux usagers, commerçants et consommateurs*. Séminaire subrégional FAO-ISRA, Approvisionnement et distribution alimentaires dans les villes africaines francophones, Dakar, Sénégal, avril 14-17. FAO. Rome. (disponible sur: http://www.fao.org/ag/ags/AGSM/SADA/collections/en/collections_doc2.asp?pubid=61423).
- Yasmeen, G.** 2001a. *Nourrir les villes d'Asie. Compte-rendu du Séminaire régional*. FAO. Rome. (version en langue anglaise disponible sur: http://www.fao.org/ag/ags/AGSM/SADA/collections/en/collections_doc2.asp?pubid=240598)
- Yasmeen, G.** 2001b. *Workers in the urban informal food sector: innovative organizing strategies*. FAO. Rome, (disponible sur: <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/004/y1931m/y1931m04.pdf>).
- Ypeij, A.** 2000. *Producing against poverty: female and male micro-entrepreneurs in Lima, Peru*. Amsterdam, Pays-Bas, Amsterdam University Press.

Liste des tableaux, graphiques et cartes

Tableaux

Tableau 1.	Emplois informels parmi la population active totale de différentes villes du monde	3
Tableau 2.	Importance des aliments vendus dans la rue	8
Tableau 3.	Contribution de la production agricole urbaine à la génération d'emplois et de revenus dans les villes et bénéfices tirés des ventes d'aliments dans différentes villes et pays, durant les années 90	12
Tableau 4.	Estimation de la croissance de la circulation en 2012 due au transport des aliments dans différentes villes du monde	14
Tableau 5.	Différentes initiatives soutenant le secteur alimentaire informel	24

Graphiques

Graphique 1.	Tendances de l'urbanisation selon les régions du monde	4
Graphique 2.	Importance du secteur informel dans les activités d'approvisionnement et de distribution alimentaire urbains durant les périodes de crise et de croissance économique	5
Graphique 3.	Principaux types d'activités entrepris par les enfants de 5 à 17 ans, en Ouganda	18

Carte

Carte 1.	Emplacement des marchés de rue dans Santiago du Chili, Chili	11
-----------------	--	----

Acronymes

CRDI	Centre de recherche pour le développement international
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HABITAT NU	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
NRI	Institut des ressources naturelles
NU	Nations Unies
OIT	Organisation internationale du travail
OMS	Organisation mondiale pour la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
NRI	Institut des ressources naturelles
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SAI	Secteur alimentaire informel

Légendes des photos

- page iii: **Ethiopie**, Addis-Abeba: personne balayant dans un marché au détail
- page 1: **Viet Nam**, Hanoï: fruits et légumes vendus à même le sol dans la rue
- page 2: **Cap Vert**, Praia: femmes vendant des légumes
- page 3: **Pakistan**, Lahore: marché municipal de fruits et légumes
- page 3: **Thaïlande**, Bangkok: vendeuse d'aliments dans la rue
- page 4: **Pakistan**, Lahore: marché aux fruits et légumes
- page 5: **Pakistan**, zone du nord: enfants vendant des sacs sur un marché
- page 5: **Mexique**, Mexico City: police municipale attaquant des vendeurs de rue du secteur informel
- page 6: **Philippines**, Manille: femme vendant du poisson
- page 7: **Pakistan**, Lahore: marché
- page 8: **Pakistan**, Lahore: marché
- page 9: **Brésil**, Sao Paulo: déchargement de cageots dans le marché aux légumes
- page 10: **Viet Nam**, Hanoï: vente de fruits et légumes dans la rue
- page 11: **Pakistan**, Islamabad: vendeur d'épices
- page 12: **République arabe de Syrie**, Damas: agriculture urbaine
- page 13: **Philippines**, Manille: vendeurs d'aliments dans la rue
- page 14: **Pakistan**, Lahore: transport manuel d'aliments sur un marché au détail
- page 15: **Pakistan**, Islamabad: transport traditionnel sur le marché
- page 16: **Ethiopie**, Addis-Abeba: vendeur de légumes dans la rue
- page 17: **Pakistan**, Lahore: abattoir de volaille et marché
- page 17: **Pakistan**, zone du nord: enfants vendant de la viande
- page 18: **Pakistan**, Islamabad: jeune homme vendant des fruits et légumes sur un marché au détail
- page 19: **Pakistan**, Lahore: marché au détail
- page 20: **Pakistan**, Lahore: femme vendant des oignons
- page 20: **Pakistan**, Lahore: enfant cherchant des aliments dans les poubelles du marché
- page 21: **Liban**, Beyrouth: vendeur de fruits dans la rue
- page 22: **Pakistan**, Lahore: marché au détail
- page 24: **Ethiopie**, Addis-Abeba: vendeur comptant son argent
- page 25: **République arabe de Syrie**, Damas: vendeur de fruits
- page 26: **Ethiopie**, Addis-Abeba: vendeurs de légumes dans la rue
- page 27: **Géorgie**, Tbilissi: vendeur du marché central
- page 28: **Pakistan**, Lahore: marchand de sacs en papier
- page 29: **Mexique**, Mexico City: marché de Tianguis
- page 30: **Pakistan**, Lahore: marché aux légumes

Cette publication offre un aperçu des récentes études effectuées sur le potentiel du secteur alimentaire informel (SAI) à faciliter un approvisionnement alimentaire des zones urbaines et à générer des revenus pour les ménages à faibles revenus. Cette étude a pour objectif d'identifier les caractéristiques globales et les principaux thèmes de recherche à poursuivre afin de proposer de nouvelles politiques. Elle retranscrit aussi les débats tenus par un ensemble de spécialistes et de chercheurs de la communauté internationale lors de la conférence électronique sur le SAI organisée par la FAO et l'Université de Bologne en mai 2006. Plusieurs études de cas sont présentées pour illustrer différentes initiatives positives au niveau mondial.

Pour toute information, veuillez contacter:

Service de la gestion, de la commercialisation et des finances agricoles
Division des infrastructures rurales et des agro-industries

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla – 00153 Rome, Italie

Téléphone (+39) 06 5705 5119
Fax (+39) 06 5705 6850
E-mail olivio.argenti@fao.org

